

Protocole du 22 juillet 2020

relatif au fonctionnement temporaire des réunions de la CPPNI
lié à la crise sanitaire du « Covid-19 »

NOR : ASET2050810M

IDCC : 44

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

France chimie ;

FNCG ;

FNIEEC ;

FIPEC ;

FEBEA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FCE CFDT ;

Fédéchimie FO ;

CFE-CGC chimie,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les parties signataires ont conclu le 26 juin 2019 un accord relatif à la structuration du dialogue social et portant mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI), ci-après l'accord CPPNI.

Tout en réaffirmant leur attachement aux principes posés dans cet accord, les parties signataires conviennent d'adapter de manière temporaire les règles de fonctionnement des réunions de la CPPNI afin de respecter :

- les recommandations émises dans le protocole national de déconfinement lié à la crise sanitaire « Covid-19 » ;
- les capacités d'accueil des locaux de France chimie dans lesquelles se tiennent ces réunions.

Ce protocole déroge de manière exceptionnelle et temporaire aux dispositions visées dans l'accord CPPNI ayant le même objet dans le cadre de la situation sanitaire.

L'accord CPPNI demeure applicable pour les dispositions non visées par ce protocole.

Les réunions en présentiel sont organisées dans le strict respect des règles barrières et de distanciation, ainsi que des recommandations de sécurité sanitaire en vigueur dans les locaux de France chimie. Ces dispositions sont disponibles à l'accueil.

Conformément au protocole national de déconfinement du ministère du travail et aux dispositions en vigueur à la date de signature du présent protocole, l'organisation des salles qui accueillent les réunions paritaires doit permettre une distance minimale fixée par les autorités publiques (à la date de signature au moins 1 mètre entre 2 personnes).

Dès lors pour (a) s'adapter aux règles et recommandations précitées et (b) permettre aux participants qui ne peuvent pas être accueillis dans les locaux de France chimie, du fait de la capacité maximale des salles de réunion et/ou de facteurs particuliers de vulnérabilité, de participer à distance, les réunions de CPPNI peuvent se tenir à la fois en présentiel et en visioconférence (doublée d'une ligne téléphonique) selon les modalités exposées ci-après.

Le nombre de participants aux réunions paritaires plénières de la CPPNI est maintenu à sept représentants (non compris le délégué permanent de chaque fédération) par organisation syndicale de salariés représentative dans le champ de la convention collective nationale des industries chimiques selon l'une des 3 modalités suivantes, au choix de chaque organisation syndicale :

1. Modalité 1 : délégation syndicale en partie en présentiel, en partie en distanciel :

- au plus cinq représentants en présentiel, dans les locaux de France chimie ;
- le reste de la délégation par visioconférence (doublée d'une ligne téléphonique).

Pour garantir la fluidité des échanges paritaires, et la possibilité pour les représentants des organisations syndicales de pouvoir échanger, au sein de leur délégation et/ou avec l'ensemble des représentants salariés, dans le cadre des suspensions de séance, il est prévu les modalités ci-après :

- la retransmission des échanges paritaires est assurée via un ordinateur et une ligne téléphonique, ainsi qu'un nombre suffisant de micros mis à disposition par France chimie, sur un canal dédié via la solution informatique Teams de Microsoft ;
- chaque organisation syndicale bénéficie par ailleurs d'une ligne téléphonique dédiée, pour les représentants des organisations syndicales qui assisteraient à la réunion en distanciel et qui n'auraient pas d'accès Internet. Les frais d'appel sont pris en charge par France chimie.

2. Modalité 2 : présence de tous les représentants de la délégation syndicale dans les locaux, répartis dans 2 salles distinctes comme suit :

- au plus 5 personnes par organisation syndicale dans la salle de la réunion plénière ;
- le reste de la délégation dans une salle annexe, avec la retransmission des échanges paritaires assurée via un ordinateur et une ligne téléphonique.

3. Modalité 3 : participation de tous les représentants de la délégation syndicale en présentiel, avec le port du masque obligatoire pendant toute la durée de la réunion.

Chaque organisation syndicale doit exprimer sa préférence pour la modalité 1, la modalité 2 ou la modalité 3, au plus tard dans les 5 jours calendaires qui suivent la convocation en vue de la première réunion de CPPNI qui suivra la signature du présent protocole, à l'adresse : vdessaint@francechimie.fr. Il est alors adressé un e-mail d'accusé de réception.

La procédure permettant de modifier le choix de la modalité est décrite à l'article 3 ci-après.

Lorsqu'elle indique retenir la modalité 1 ou la modalité 2 ci-dessus, chaque organisation syndicale représentative peut demander à disposer pour la durée d'application du présent protocole :

- soit d'un ordinateur mis à sa disposition par France chimie, dans la salle de la réunion plénière, équipé d'un accès Internet à la solution informatique Teams de Microsoft et d'une

ligne téléphonique dédiée, tel qu'exposé à la modalité 1. Les frais d'appel sont pris en charge par France chimie ;

- soit d'un forfait clé 4G comprenant un abonnement internet mensuel, la clé 4G et la carte SIM et du remboursement, sur justificatif, de l'abonnement à un outil d'organisation de réunion en ligne de type Zoom ou Gotomeeting, dans la limite de 20 € par mois (pour la durée d'abonnement qui pourra être de 6 mois). La clé 4G sera prêtée à titre gracieux et temporaire par France chimie, dans les conditions visées à l'annexe du présent protocole contre signature.

L'ensemble de ces frais, y compris les frais d'appel, sont pris en charge par France chimie.

En cas de suspension de séance à la demande d'une organisation syndicale ou de la délégation patronale, la délégation patronale se retirera dans une salle à part.

Article 2 | Durée des réunions paritaires et ordre du jour

Dans le cadre de l'application du présent protocole, la durée des réunions de la CPPNI lorsqu'elle se réunit en format de négociation, est fixée comme suit :

- 1 demi-journée lorsqu'une ou plusieurs délégations participent à la réunion selon la modalité 1. Dans ce cas, l'ordre du jour est adapté à la durée de la réunion ;
- 1 journée complète si la réunion se tient avec l'ensemble des délégations syndicales présentes (modalités 2 et 3).

L'ordre du jour de la réunion de CPPNI suivante est discuté lors de la CPPNI précédente.

Article 3 | Préparation et conclusion

Il est rappelé que chaque réunion de la CPPNI ouvre droit à 1 demi-journée de préparation et 1 demi-journée de conclusion.

Parmi les participants aux réunions préparatoires et conclusives, figurent dans la mesure du possible les participants à la réunion plénière de la CPPNI afin d'optimiser la qualité des échanges.

Selon les modalités de la réunion, s'appliquent les principes suivants :

- lorsque les réunions plénières se déroulent sur 1 journée entière, soit selon les modalités 2 et 3, ce temps complémentaire (préparation/conclusion) doit être directement accolé à la réunion paritaire à laquelle elle donne droit. Dans le cas contraire, la convocation le précise expressément ;
- par exception :
 - les réunions de préparation et/ou de conclusion n'ont pas nécessairement à être accolées mais peuvent se tenir dans les 5 jours calendaires qui précèdent et/ou suivent la réunion paritaire lorsque :
 - les réunions plénières se déroulent sur 1 demi-journée ; et
 - les réunions préparatoires et conclusives se déroulent exclusivement en visioconférence, à distance ;
 - la réunion de conclusion pourra le cas échéant se tenir le lendemain matin de la réunion de CPPNI lorsque celle-ci se déroule sur 1 demi-journée ;
- la procédure à respecter sera la suivante :
 - 3 semaines avant la date de la réunion (15 jours ouvrés), France chimie adressera aux organisations syndicales la convocation à la réunion de CPPNI. Les documents afférents seront envoyés dans la mesure du possible dans un délai de 8 jours avant la réunion ;
 - au plus tard dans les 5 jours calendaires suivant cette convocation, les organisations syndicales informeront France chimie des dates de leur demi-journée préparatoire et de leur

de mi-journée de conclusive dans le cas de la modalité 1, ainsi que d'une éventuelle modification de la modalité retenue le cas échéant, à l'adresse : vdessaint@francechimie.fr.

Il sera alors adressé un nouvel e-mail d'accusé de réception ;

- 2 semaines avant la réunion, France chimie enverra, le cas échéant, une nouvelle convocation précisant les dates de réunions préparatoires et conclusives dans le cas de la modalité 1.

Article 4 | Attestations de présence

Les participants aux réunions paritaires, préparatoires et conclusives attestent de leur présence effective selon les modalités usuelles par le recueil d'un document individuel précisant :

- leur nom ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise à laquelle ils appartiennent ainsi que le contact en entreprise et son adresse e-mail ;
- l'organisation syndicale qu'ils représentent ;
- leur signature. La signature électronique conforme au règlement européen n° 910-2014 et à l'article 1367 du code civil est autorisée.

Pour tenir compte des modalités de fonctionnement temporaires exposées précédemment, le modèle d'attestation de présence au format PDF est annexé au présent protocole.

L'attestation de présence pourra être transmise par voie électronique à France chimie à l'adresse suivante : vdessaint@francechimie.fr.

Un accusé de réception sera adressé à l'expéditeur.

France chimie les transmettra, une fois validées, également par voie électronique aux entreprises dont les représentants des organisations syndicales sont les salariés.

Article 5 | Durée d'application du protocole

Il est expressément convenu entre les parties que le présent protocole s'inscrit dans le contexte sanitaire lié à l'épidémie de « Covid-19 » rappelé en préambule.

Dès lors, le présent protocole est conclu à durée déterminée, jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra être renouvelé après négociation si les conditions sanitaires l'exigent, notamment à travers des mesures de distanciation et/ou des précautions particulières envers les personnes qui ont des facteurs particuliers de vulnérabilité, ou des restrictions de déplacement le cas échéant.

Le présent protocole n'aura plus vocation à s'appliquer dès que la situation sanitaire permettra la tenue des réunions paritaires dans les conditions prévues dans l'accord CPPNI (levée des mesures de distanciation et/ou des précautions particulières envers les personnes qui ont des facteurs particuliers de vulnérabilité). Dans cette hypothèse, les parties le constateront au plus vite et conviendront de mettre un terme anticipé au présent protocole.

Article 6 | Révision

Le présent protocole pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou plusieurs organisations syndicales ou patronales visées à l'article L. 2261-7 du code du travail. La demande de révision sera notifiée à l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentatives au niveau de la branche afin qu'une négociation en CPPNI puisse s'engager avant la date de la CCPNI suivante.

Article 7 | Dépôt, extension et entrée en vigueur

Le présent protocole fera l'objet d'une demande d'extension, à l'initiative de la partie la plus diligente.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent protocole ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Le présent protocole sera déposé au ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Nanterre.

Il prendra effet à compter de la date de son dépôt.

Fait à Puteaux, le 22 juillet 2020.

(Suivent les signatures.)

Attestation de prêt de matériel mis à disposition à titre gratuit

Je soussigné(e)
agissant en qualité de
de l'organisation syndicale de salariés
ci-après « l'organisation syndicale »

Reconnais avoir reçu ce jour de France chimie l'équipement suivant :

une clé 4G de la marque , modèle , numéro de série

Cet équipement est remis en application et dans les conditions prévues au protocole de fonctionnement temporaire des réunions de la CPPNI de la branche des industries chimiques, lié la crise sanitaire « Covid-19 », signé en date du [date]. En conséquence, l'organisation syndicale s'engage à utiliser l'équipement ci-dessus décrit exclusivement aux fins d'application dudit protocole.

France chimie prendra en charge le coût d'un forfait clé 4G comprenant un abonnement internet mensuel, la clé 4G et la carte SIM.

L'organisation syndicale veillera à conserver et prendre soin de l'équipement confié, dont elle est le gardien pendant toute la durée de la mise à disposition.

L'organisation syndicale s'engage à signaler à France chimie tout vol ou perte de tout ou partie du matériel, et ce dès constatation. L'organisation syndicale se conformera alors aux instructions communiquées par France chimie à la suite du sinistre.

L'équipement reste la propriété de France chimie, la revente, la cession, même à titre gratuit, l'échange, le prêt ou la location de l'équipement sont donc strictement interdits.

L'équipement est mis à la disposition de l'organisation syndicale pour une durée au plus égale à la durée d'application du protocole précité. L'organisation syndicale s'engage à restituer l'équipement à France chimie au plus tard à la cessation dudit protocole. Une attestation sera délivrée par France chimie à l'organisation syndicale dès restitution de l'équipement.

Fait à , le

Signature accompagnée de la mention manuscrite « Bon pour accord »